



Cellule des Cheminots Communistes de Marseille

« Ceux qui vivent sont ceux qui luttent ! »

CONTRIBUTION

« Communistes, militons dans l'entreprise ! »

« Comment militer dans l'entreprise » cette question est récurrente chez les communistes mais aujourd'hui au regard de nos résultats lors des dernières élections elle devient une des priorités pour reconquérir notre électorat et de redevenir le parti du monde du travail.

Le plus souvent nous expliquons notre recul électoral chez les travailleurs par notre incapacité à donner une vision politique « crédible » aux exigences et revendications des salariés. Nous apparaissions le plus souvent comme un soutien aux luttes mais complètement utopique quant aux solutions politiques que nous pourrions apporter.

Nous sommes donc bien dans un combat idéologique où s'affrontent les idées libérales, dominantes aujourd'hui, et nos idées progressistes et, soyons surs que ce combat fait rage dans les entreprises.

Pour mener cette bataille dans l'entreprise, certains font référence « au temps béni des sections d'entreprise »... et si nous pouvons considérer que ce doit être le but à atteindre nous sommes obligés de prendre en compte l'évolution du monde du travail, de la diversité des entreprises et de leur mutation.

D'autres solutions sont possibles comme des collectifs communistes par bassin d'emploi ou par profession mais dans tous les cas, pour être efficace, nous ne pouvons pas rester à la porte des entreprises mais bien les investir, mener les débats à l'intérieur et cela passe par les salariés qui les composent

Nous devons donc trouver les pistes structurelles, organisationnelles et militantes pour gagner cette bataille

L'exemple de la cellule des cheminots de Marseille

Depuis 2011, l'action de notre cellule se développe au sein de notre entreprise. D'actions ou d'initiatives ponctuelles au fil des élections politiques, nous sommes passés à une activité régulière ou nous essayons d'informer, d'alerter les cheminot(e)s et les usagers sur l'actualité ferroviaire qu'elle soit locale, régionale ou nationale.

Nos actions ne se limitent pas à l'information ou à la dénonciation des attaques portées par le Gouvernement et la Direction. Nous essayons surtout de faire connaître et de mettre en

débat nos propositions pour développer le Service Public Ferroviaire et améliorer sa qualité pour qu'il réponde aux besoins de déplacements de la population.

Ce travail de proximité nous permet d'être mieux en phase avec les exigences des salariés non pas par des réponses généralistes mais par des propositions concrètes au prise avec la réalité de leur quotidien. A nous ensuite de faire le lien avec notre vision politique de ce que doit être un Service Public Ferroviaire.

Ainsi, nous avons pu organiser des débats publics, des distributions de tracts, des conférences de presse et nous pouvons dire aujourd'hui que la voix des cheminots communistes n'est plus inaudible dans l'entreprise.

Pour autant, tout cela est bien fragile et repose sur moins de dix camarades. L'élargissement indispensable au développement de cette activité est source de difficultés politico-syndicales.

Communiste et syndicaliste

Lors de leur déclaration commune en juin 2014, le PCF et la CGT partageaient la même analyse concernant l'affaiblissement politique et démocratique et les risques de marginalisation durable de toute perspective progressiste que porte cette situation. Dans ce cadre, les deux organisations s'engageaient à travailler ensemble au travers de dialogues et d'échange dans le respect des prérogatives et des responsabilités des uns et des autres.

En étant simpliste, excusez-moi, le PCF fait de « la politique » et la CGT fait du « syndicalisme »... chacun dans son périmètre d'action. Si on ne peut être que d'accord en ce qui concerne les organisations, est ce que cette affirmation concerne les militantes et les militants qui les composent ?

Comment conduire la bataille idéologique, porter nos analyses, mener des débats à l'intérieur des entreprises quand un responsable syndical militant politique s'autocensure en considérant et en s'imposant qu'il ne peut parler politique dans son entreprise au regard de ses responsabilités syndicales.

De vieux discours surgissent à ce moment là « courroie de transmission », « syndicat politisé » nous ramenant à une période qui a existé et qui se traduisait, pour faire simple, à ... « pour être dirigeant CGT il fallait être au PCF ».

Mais afin de ne pas revenir à cette époque, faut-il faire, comme aujourd'hui et abandonner, dans l'entreprise le terrain politique aux directions ou pire le laisser à d'autres partis politiques ?

N'y a-t-il pas entre ces deux extrêmes la possibilité de porter une idée politique en respectant nos « deux casquettes » ? N'est-ce pas une nécessité, un impératif pour regagner du terrain sur la bataille d'idée ? N'est-ce pas de cette façon que l'on transformera les revendications en visée politique ?

Pour les responsables de notre cellule, tou(te)s militant(e)s syndicaux, notre expérience montre que cela peut se faire et que c'est utile au monde du travail et que, sans être l'unique solution, c'est une solution efficace pour regagner du terrain et faire de la politique dans l'entreprise.

Entreprise et Parti :

Bien entendu, pour réussir un tel défi il nous faut certes de la volonté et de l'engagement mais aussi s'organiser, se structurer, créer un outil performant pour booster notre action mais surtout s'inscrire dans la durée.

Il est essentiel que chacune de nos fédérations dynamisent leur collectif entreprise pour en faire un « outil » opérationnel capable certes d'impulser à partir de la fédération mais aussi de se déployer sur son territoire en lien avec nos sections.

Toutes les entreprises seraient prises en compte par ce « nouveau » collectif : les services publics, l'industrie, les transports, les commerces, ... en créant, pourquoi pas, des pôles d'impulsion et de suivi pour chaque catégorie.

Bien entendu, l'efficacité de cette organisation repose impérativement sur l'engagement de nos structures de proximité : les sections qui, seules, sont capables de recenser les entreprises sur leur territoire et d'apprécier la mise en œuvre de notre déploiement dans l'entreprise, sur un bassin d'emploi, etc....

Le chantier est immense et certainement semé d'embûches mais quel beau défi pour notre 37eme Congrès.

BINDI Catherine, FAURE Daniel, CIANTAR Gilles, BASCUNANA Henri